

“Une Belgique à quatre régions ne me heurte pas”

- Maxime Prévot (CDH), le bourgmestre de Namur, regrette le manque d'enthousiasme de certains Wallons par rapport à leur région.
- Il considère que la structure institutionnelle belge peut évoluer.
- Et il appelle à une réforme profonde du Forem, devenu “un Etat dans l'Etat”.

“Pour réenchanter la Wallonie, il faut avoir des prises de position audacieuses et ne pas rechercher le consensus mou. On choisit souvent le plus petit commun dénominateur qui ne satisfait personne.”

Maxime Prévot (CDH)
Bourgmestre de Namur.

Entretien Antoine Clevers et Stéphane Tassin

Maxime Prévot (CDH) n'est plus ministre wallon depuis la mise en place de l'exécutif MR-CDH qui a renvoyé le PS dans l'opposition, en juillet. A l'occasion des Fêtes de Wallonie, celui qui est redevenu pleinement bourgmestre de Namur, la capitale wallonne, évoque l'avenir de la région.

Avec le nouveau gouvernement MR-CDH, sent-on déjà le renouveau tant promis ?

Rien qu'au niveau de l'ambitieuse réforme fiscale, on

sent que des lignes ont bougé. Elle est plus pertinente et crédible, même si on doit encore attendre le financement et les compensations. Mais les discussions préalables en coulisse ont permis de s'assurer de la robustesse des propositions formulées.

Quand le MR demande un audit des finances wallonnes, c'est une pierre dans le jardin du CDH, non ?

Non, ce n'est pas gênant. C'est un acte de bonne gestion assez naturel. Le CDH n'a rien à cacher et nous pourrions nous assurer que ce qui a été dit à l'époque par le PS était la vérité.

Cela permettra de savoir ce qu'il y a comme argent dans les outils économiques ?

On sait qu'il y a de l'argent sur les comptes des outils économiques wallons, des moyens qui pourraient être mobilisés à meilleur escient. Les réserves se comptent en centaines de millions d'euros.

Qu'est-ce qui manque à la Wallonie pour se redresser ?

La première force qui continue à lui faire défaut, hélas, c'est son état d'esprit. Je reste toujours un peu désespéré de constater le manque d'enthousiasme et de convictions qu'ont encore un certain nombre de Wal-

lons sur le potentiel de leur propre région. La Wallonie a été baignée depuis 15 ans dans un climat de "scandalite" aiguë et cela joue sur le moral des gens. Pour certains, c'est devenu la pratique courante en politique, alors que ça ne concerne que quelques-uns. Nous devons retracer une route qui rend espoir.

Concrètement, pour que la Wallonie continue son redressement, ne lui manque-t-il pas certains outils ?

Pour réenchanter la Wallonie, il faut avoir des prises de position audacieuses et ne pas rechercher le consensus mou. On choisit souvent le plus petit commun dénominateur qui ne satisfait personne. On a besoin de positions de rupture et, sur le plan socio-économique, nous devons être plus radicaux. Les gens veulent un emploi, un toit et une bonne santé. Quand on mobilise les ressources sur ces trois enjeux, on travaille sur le bien-être des citoyens. Il faut développer le tissu des PME pour offrir des emplois. Il faut donc un contexte qui ne fasse pas fuir les entreprises. Il est aussi nécessaire d'être au rendez-vous de la solidarité pour les familles précarisées ou fragilisées. Enfin, il faut être attentif aux classes moyennes, parfois fragilisées.

Etes-vous d'accord avec les régionalistes qui défendent la régionalisation de l'enseignement afin de mieux coller aux besoins du terrain ?

J'ai toujours défendu une position régionaliste, mais je

ne suis pas convaincu que, actuellement, une régionalisation de l'enseignement serait nécessairement la solution. Pour autant que certains acceptent plus qu'aujourd'hui des politiques de différenciation et d'homogénéisation territoriale. Le jour où la Communauté française ne sera pas capable d'enclencher ces processus, alors elle sera confrontée à un discours plus fort sur la régionalisation. Ceux qui sont frileux sur les bassins scolaires courent le risque de ramener le débat sur la régionalisation.

Comment peut-on rapprocher l'enseignement des bassins sous-régionaux ?

J'ose croire que, dans ce petit pays, on doit être capable de laisser plus d'autonomie aux établissements scolaires et de leur permettre de s'adapter au public qu'ils accueillent. Mais je crois qu'avant de parler de la fusion des quatre réseaux, il serait peut-être utile de fusionner les trois réseaux officiels.

Etes-vous un partisan d'une Belgique à quatre régions à part entière (Flandre, Wallonie, Bruxelles et la région germanophone) ?

Ce n'est pas un scénario qui me heurte, mais il faudra voir dans quelle mesure les Flamands pourront reconnaître Bruxelles comme région à part entière et il faudra voir si les germanophones seront en capacité budgétaire d'assumer ces compétences. C'est sans doute trop tôt pour ouvrir cette page.

“Le Forem est une citadelle à laquelle on n'ose pas toucher”

Que pensez-vous des propos du nouveau ministre wallon de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet (MR), qui a assimilé une partie des chômeurs à des rentiers ?

C'est une stigmatisation non nécessaire. Mais ce qu'il a dit, beaucoup de citoyens le pensent aussi.

C'est le rôle d'un ministre de flatter les certitudes des gens ?

C'est pour cela que je pense que son propos était maladroit sur la forme. Sur le fond, en revanche, ce qu'il faut, c'est certainement faire une bonne réforme du Forem (l'office wallon de l'emploi, NdlR) ! C'est un Etat dans l'Etat, une citadelle à laquelle peu de personnes ont osé toucher. Les ministres en charge de l'Emploi avaient généralement peu de marge de manœuvre par rapport à l'omnipotence de l'administratrice générale (Marie-Kristine Vanboeckstal, NdlR). A un moment donné, il faut rappeler qui est ministre et qui ne l'est pas.

M^{me} Vanboeckstal fait ce qu'elle veut au Forem ?

Vous aurez compris...

Elle a quand même fait évoluer l'institution.

Et c'est tout à son mérite. Mais j'ai toujours défendu un modèle où la responsabilité du ministre peut être mise en cause si, réellement, c'est lui qui assume les responsabilités. Fustiger le ministre de l'Emploi alors qu'une série d'initiatives lui échappent, ça n'est pas correct.

Claude Rolin, député européen CDH, a dit regretter l'appel du 19 juin de votre président de parti, Benoît Lutgen, visant

à mettre le PS dans l'opposition. Joëlle Milquet a aussi émis des réserves en interne. Il y a deux tendances au CDH ?

Je ne suis pas surpris par les propos de Claude Rolin. On connaît son parcours et ses sensibilités. Plein de gens au CDH n'avaient pas non plus été enthousiastes à l'idée de travailler avec les socialistes. Ça ne nous a pas empêchés de mettre nos ressentis de côté pour porter des projets d'intérêt général.

Et vous, à quel moment avez-vous mis vos ressentis de côté ? En 2014 (accord PS-CDH) ou en 2017 (accord MR-CDH) ?

En 2014, quand j'ai accepté de devenir ministre alors que j'avais formulé l'engagement de ne pas le faire... (rires)

Vous avez plutôt une sensibilité de centre droit, non ?

Je ne l'ai jamais nié. Mais je n'avais pas de problème non plus à travailler avec mes collègues socialistes pragmatiques. J'ai aimé travailler avec Paul Magnette (ex-ministre-Président wallon) parce qu'il est un pragmatique. Mais il faut bien reconnaître que depuis fin 2016 et l'affaire Publifin, tout a changé.

Heureux d'être redevenu bourgmestre à temps plein ?

Pleinement, même si je ne regrette pas d'avoir accepté cette mission gouvernementale, j'ai pris du plaisir à exercer de belles compétences. Quand je lis dans le "Journal du Médecin" qu'il se félicite de mon bilan, ça fait plaisir. Mais les derniers mois, les discussions étaient devenues de plus en plus aiguës sur les questions relatives au cumul des fonctions. Il y a une aspiration forte de l'opinion publique à ce qu'il y ait plus de clarté dans les responsabilités de chacun. En plus, des décisions gouvernementales ont restreint les capacités d'un bourgmestre empêché. Je n'avais pas caché, avant même le 19 juin, que j'allais revenir à la ville de Namur. L'appel de Benoît Lutgen a un peu précipité le calendrier.

Est-ce que l'ambiance délétère autour du monde politique, liée aux récents scanda-

les éthiques, a joué ?

Ça n'a pas aidé. Les gens ont tendance à oublier que les scandales nous indignent autant qu'eux. Je trouve que c'est plus compliqué de faire de la politique depuis l'explosion des réseaux sociaux. Il y a un déversement de fiel à la moindre occasion. On ne connaissait pas cela, il y a dix ans. Ça affecte le moral des politiques parce que c'est un fil continu.

Votre retrait sur Namur, n'est-ce pas, en fait, une façon de mieux rebondir vers la présidence du CDH ?

Je ne sais plus faire une interview sans qu'on me pose cette question (rires). On me prête des intentions que je n'ai pas. Benoît Lutgen est notre président jusqu'en 2019 et il a tout mon soutien. Et après 2019 ? On verra de quoi demain sera fait. Mais aujourd'hui, franchement, je n'en ai aucune envie.